



Le groupe de travail du Sénat demande la réévaluation du Lyon-Turin par le Commissariat Général à l'Investissement Communiqué du 29 septembre 2016

Un rapport du Sénat propose des mesures de bon sens face à l'absence de moyens et de financements pour les projets de Lignes à Grande Vitesse.

Selon le Figaro et l'AFP, *"Ils demandent également que les grands projets - supérieurs à 100 millions d'euros - décidés avant 2014, notamment le tunnel ferroviaire transfrontalier de la future LGV Lyon-Turin, fassent l'objet de "contre-expertises" du Commissariat général à l'investissement - rattaché au Premier ministre."*

Les opposants au projet de nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin ont largement démontré son inutilité publique, son déséquilibre financier et son inéluctable faillite par son coût avoisinant 200 M €/km. Ils ont prouvé l'absence de saturation des voies existantes rénovées, entre Lyon et Turin, ou encore en révélant que le temps actuel pour Paris-Milan n'est que de 5h15 par les voies existantes.

Ils ont mis en évidence que les financements n'existent pas et que toutes les évaluations et prévisions pour justifier ce projet se sont révélées fausses. Qu'elles soient réalisées par des sociétés déjà impliquées sur le projet ayant tout intérêt à le lancer, ne peut qu'interroger les contribuables.

Aujourd'hui, alors que rien n'a été creusé, à l'exception de galeries de reconnaissance, il est responsable et de bon sens de suspendre ce projet qui, comme l'a déclaré G. Pépy, Président de la SNCF, interdira l'investissement de maintenance et de sécurité sur le réseau ferré national existant.

Après la direction du Trésor, l'Inspection Générale des Finances, le Conseil Général des Ponts et Chaussées, la Cour des Comptes, la Direction de la SNCF et de nombreux économistes des transports, le groupe de travail du Sénat propose donc de remettre ce dossier sur la table.

Rien ne justifie que quelques politiques continuent de faire avancer, au moyen d'études erronées, un projet désastreux sur tous les plans, rejeté par la haute administration, alors que l'urgence de la sécurité des voyageurs et du report des marchandises sur le rail ne trouvent pas de financement.

Les opposants qui, avec la Député Européenne Michèle Rivasi, ont rencontré, le 13 juillet 2015, les collaborateurs de Monsieur le Premier ministre attendent toujours, un an après, une réponse à la lettre ouverte adressée à cette occasion.

Ce projet doit et peut être suspendu dès aujourd'hui pour permettre de répondre aux urgences que sont :

- la sécurité des voyageurs sur le réseau ferré existant,
- le report immédiat des marchandises de la route vers le rail dans les Alpes en aidant les transporteurs à adapter leur parc pour ce mode de transport moins polluant,
- le doublement de voies uniques permettant de tripler le nombre de trains vers Annecy, entre Grenoble et Valence ou Saint Etienne et Clermont-Ferrand ...

Les rares budgets disponibles et l'argent versé par les contribuables seront ainsi mieux utilisés.

Contact Coordination des Opposants au projet "Lyon-Turin" :

Daniel IBANEZ 06 07 74 10 17 contact@lyonturin.eu / Jean-Paul RICHARD 06 15 72 57 19 jepari111@gmail.com

<http://lyonturin.eu/>